



UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Pour un engagement collectif

Dans ce numéro

EDITO



Un engagement
indéfectible - P.4

UNOWAS EN ACTION



M. Simão plaide pour une
réponse coordonnée face
à la persistance des crises
en Afrique de l'Ouest et au
Sahel - P.8



Au Mali, UNOWAS
travaille pour un dialogue
constructif, une paix et un
développement durable -
P.10



*Entretien - Khassim Diagne,
Coordonnateur résident et
Coordonnateur Humanitaire
par intérim des Nations
Unies au Mali - « Les
Nations Unies sont au
Mali pour accompagner le
gouvernement dans la mise
en œuvre de ses priorités.
Notre présence s'inscrit dans
un cadre d'appui. » - P.12*



La Réforme du secteur de la
sécurité, fondamentale pour
une bonne gouvernance en
Afrique de l'Ouest - P.20



Journée Internationale des
Droits des Femmes : Une
célébration entre progrès et
défis persistants - P.24

L'ONU EN ACTION



Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad : UNOCA et UNOWAS renouvellent leur engagement - P.16



La coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs, une priorité pour UNOWAS et UNOCA - P.18



La lutte contre le trafic de drogues le long de la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal passe par l'autonomisation des jeunes et le renforcement de la coopération - P.22

PORTRAIT



Le FESPACO, un cinéma africain à l'avant-garde du changement social - P.26

SOUSCRIPTION

Pour recevoir la version online et pour toute information concernant le contenu d'UNOWAS Magazine, veuillez écrire un message à l'adresse email ci-dessous:

unowascpio@un.org

UNOWAS Magazine est conçu et produit par le Bureau de la Communication Stratégique et de l'Information Publique

SUIVEZ NOUS



unowas.unmissions.org



twitter.com/UN_UNOWAS



facebook.com/UNOWAS



flickr.com/UNOWAS



Leonardo Santos SIMAO

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et Chef de l'UNOWAS/CNMC

Un engagement indéfectible

Le 3 avril dernier, j'ai eu l'honneur de présenter le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation politique en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Une opportunité pour attirer l'attention de la communauté internationale, légitimement absorbée par les enjeux géopolitiques telles que les guerres en Ukraine et au Proche Orient.

Car, aux tensions politiques et sécuritaires qui sévissent dans la sous-région, s'ajoutent des pressions économiques marquées notamment par une inflation élevée et un surendettement qui affectent sévèrement la capacité des gouvernements à répondre aux besoins prioritaires des populations et à investir dans les infrastructures essentielles.

Malgré un contexte régional et international de plus en plus marqué par des secousses et de crises d'ordre économique, politique et sécuritaire,

il est vital de rester mobilisé et d'agir de manière coordonnée en s'appuyant sur des approches globales et des partenariats efficaces afin de consolider la paix, la stabilité et le développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Nous avons des raisons d'être optimistes quant à l'avenir des populations Ouest africaines, car des avancées notables ont été réalisées et méritent d'être encouragées : au Burkina Faso, les autorités ont déclaré contrôler plus de 70 % du territoire, et tentent de rétablir une gouvernance stable en menant des consultations nationales ; au Mali, 2 000 sur 3 000 anciens combattants ont déjà rejoint les forces armées régulières dans le cadre du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) ; en Mauritanie, un dialogue a été amorcé entre le gouvernement et l'opposition, tandis qu'en Guinée, des élections devraient avoir lieu d'ici la fin de l'année.

Même si la mise en œuvre des plans d'action de l'autonomisation des femmes et des jeunes a besoin d'être accélérée, elle reste néanmoins un axe clé des efforts en faveur de l'amélioration de la gouvernance dans la sous-région, où nombre important de pays ont adopté des lois visant à promouvoir la participation des femmes à la vie politique comme au Sénégal et au Ghana. Ce sont désormais des acquis que nous devons renforcer et protéger.

Notre engagement aux côtés des autorités et des peuples de la sous-région est indéfectible. Face aux divers défis qui freinent leur marche vers la paix et la prospérité, nous restons mobilisés pour continuer de travailler main dans la main avec les parties prenantes nationales et régionales pour sauvegarder la paix et contribuer davantage à la prospérité des populations en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

U N O W A S

-  UNOWAS, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a été établi en 2002 en tant que mission politique spéciale régionale du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (DPPA) des Nations Unies.
-  UNOWAS est dirigé par un Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.
-  UNOWAS met en oeuvre le mandat donné par le Conseil de sécurité pour prévenir les crises et des conflits à travers un rôle actif dans la diplomatie préventive, les bons offices, et la médiation politique.
-  Le mandat d'UNOWAS couvre 15 pays : Bénin, Burkina Faso, Cabo-Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.
-  UNOWAS travaille en étroite collaboration avec les différentes entités des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux, notamment la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission du golfe de Guinée, le Groupe des Cinq pour le Sahel et l'Union Africaine, pour consolider la paix et prévenir les conflits.
-  UNOWAS soutient les 15 pays dans leurs efforts pour consolider la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, et l'intégration du genre dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits.
-  UNOWAS soutient les institutions sous-régionales et les États dans leurs efforts à faire face aux menaces transfrontalières et transversales qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la sous-région. UNOWAS contribue également à l'analyse et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la sécurité et la stabilité dans la sous-région.
-  UNOWAS contribue à la mise en oeuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) pour soutenir les pays du Sahel à faire face aux multiples défis sécuritaires, de développement, la gestion des effets du changement climatique et la promotion du développement durable.
-  Le Représentant spécial du Secrétaire général est également le Président de la Commission Mixte Cameroun-Nigéria (CMCN), créée pour faciliter la mise en oeuvre de l'arrêt rendu en 2002 par la Cour internationale de justice (CIJ) sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria.
-  La CMCN appuie le travail de démarcation de la frontière entre le Cameroun et le Nigéria. Elle soutient la réponse aux besoins des populations affectées par les travaux de démarcation. Depuis sa création, la CMCN a démarqué 2050 km sur un tracé de frontière estimé à 2100 km et a construit 2213 bornes frontières sur un total estimé à 2969.

Mission de haut niveau de la CEDEAO en Guinée-Bissau



Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a participé à une mission politique de haut niveau de la CEDEAO déployée du 21 au 28 février en Guinée-Bissau. La délégation a été reçue en audience par le président Umaro Sissoco Embaló et a tenu une série de réunions avec les parties prenantes nationales pour discuter du soutien à apporter afin de garantir des élections inclusives et pacifiques en 2025.

SRSG Simão en visite en Mauritanie



Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Leonardo Santos Simão, a effectué, du 19 au 20 février, une visite en Mauritanie dans le cadre de l'engagement de l'UNOWAS à soutenir la paix, la stabilité et le développement dans la sous-région, en particulier au Sahel. Le Représentant spécial s'est entretenu avec le Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Il a souligné l'importance du renforcement de la coopération régionale et a salué le rôle de la Mauritanie dans la promotion de la stabilité régionale.

Lutter contre la corruption pour la stabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel



Le 20 mars, UNOWAS a organisé son « Arbre à Palabres » régulier afin de discuter du lien entre corruption, crises sociopolitiques et instabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Les participants, parmi lesquels des leaders de la société civile, des universitaires, des groupes de réflexion, des agences de lutte contre la corruption et des organisations internationales, ont échangé sur les causes profondes de la corruption et ses conséquences profondes, ainsi que sur les moyens de renforcer la bonne gouvernance, de promouvoir la paix et de renforcer la stabilité régionale. « L'Arbre à Palabres » est une plateforme périodique, coordonnée par UNOWAS, d'échanges et de réflexions sur l'état de la gouvernance, des droits humains, de l'État de droit, de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

17ème réunion du Comité de pilotage de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS)



La 17ème réunion du Comité de pilotage de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) qui s'est déroulée les 4 et 5 février à Dakar, au Sénégal, avait pour objectif d'examiner les dynamiques mondiales, régionales et transfrontalières afin de guider le positionnement stratégique des Nations Unies dans la région du Sahel par le biais de l'UNISS. Le Représentant spécial du Secrétaire général, Leonardo Santos Simão, co-président de la réunion, a souligné l'importance du dialogue dans les changements politiques au Sahel et l'évolution du paysage sécuritaire. Il a encouragé les partenaires des Nations Unies à continuer d'utiliser la plateforme UNISS pour soutenir des cadres de collaboration qui renforcent la stabilité régionale et le développement durable.

UNOWAS

UNITED NATIONS OFFICE
FOR WEST AFRICA
AND THE SAHEL



BUREAU DES NATIONS UNIES
POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST
ET LE SAHEL



CNMC

CAMEROON-NIGERIA
MIXED COMMISSION



COMMISSION MIXTE
CAMEROUN-NIGERIA

Ensemble pour la paix

M. Simão plaide pour une réponse coordonnée face à la persistance des crises en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le jeudi 3 avril 2025, M. Leonardo Santos Simão, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), a présenté devant le Conseil de sécurité des Nations Unies le rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Il a dressé un tableau de la situation sécuritaire, politique et humanitaire dans la région.



« La sécurité demeure une préoccupation majeure », a déclaré M. Simão, devant les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il a souligné l'ampleur de la crise sécuritaire dans certaines zones du Sahel, notamment dans le bassin du lac Tchad, où des groupes terroristes comme Boko Haram continuent de sévir. En effet, le Sahel constitue toujours l'un des épicycles du terrorisme mondial, avec 51 % des décès liés au terrorisme enregistrés dans cette région en 2024. Selon l'Indice mondial du terrorisme 2025, cinq des dix pays les plus touchés par ce fléau se trouvent dans la région. L'attaque récente survenue en mars au Niger, attribuée à l'État islamique, ayant visé une mosquée et causé la mort de 44 civils, est une illustration de la brutalité croissante des groupes extrémistes.

L'affaiblissement de la Force multinationale mixte, à la suite du retrait du Niger, suscite de vives inquiétudes, bien que d'importants investissements militaires et une coopération transfrontalière par les États membres de l'Alliance des États du Sahel ont contribué à restaurer l'autorité de l'État dans certaines parties du Sahel central a martelé le Représentant spécial. Il a ensuite averti que « ces acquis restent fragiles » en raison de l'intensification des attaques terroristes principalement dans les États côtiers du Bénin et du Togo. M. Simão a salué la restructuration de l'Initiative d'Accra, qu'il estime être une « opportunité significative » pour approfondir la coopération régionale en matière de sécurité. Dans cette perspective, il a rappelé que la mise en œuvre effective de la résolution 2719 du Conseil de sécurité constitue un levier essentiel pour renforcer la coordination des efforts dans la lutte contre le terrorisme.

Dans ce contexte d'insécurité persistante, le Chef d'UNOWAS a souligné

les répercussions du retrait effectif en janvier 2025, des pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), en l'occurrence le Burkina Faso, le Mali et le Niger, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dans son propos, il a souligné que l'organisation régionale ouest africaine a ouvert une période transitoire jusqu'en juillet 2025, M. Simão a indiqué que la CEDEAO travaille simultanément à la formulation de stratégies alternatives afin de structurer ses futures relations avec ces États.

Sur le plan politique, M. Simão a souligné les progrès enregistrés dans certains pays en matière de gouvernance démocratique, tout en exprimant de vives préoccupations quant à la fragilité des processus de transition en cours. Au Niger par exemple, la transition a été la prolongée de cinq ans à l'issue des assises nationales, et en Guinée, les retards dans le processus de transition et le projet de référendum constitutionnel ont déclenché des tensions politiques. Alors que la région se prépare à des échéances électorales majeures, il a appelé à une plus grande inclusivité et à un soutien continu de la communauté internationale. Il a exprimé ses « inquiétudes quant à l'inclusivité des prochaines élections présidentielles en Côte d'Ivoire. » Et a mis en garde sur les « profonds désaccords en Guinée-Bissau concernant la fin du mandat présidentiel et la date des élections de 2025 qui font peser de graves risques sur un processus pacifique. »

Cependant, M. Simão a tenu à souligner plusieurs évolutions positives, notamment la tenue de consultations nationales au Burkina Faso et le dialogue politique engagé par le gouvernement de la Mauritanie avec les partis d'opposition. Selon lui, ces initiatives constituent des éléments essentiels pour

promouvoir la cohésion sociale et favoriser une prise de décision inclusive. Il a également salué le rôle du Ghana dans le maintien du dialogue entre la CEDEAO et les pays de l'AES, qualifiant cet engagement diplomatique de contribution constructive au renforcement de la stabilité régionale.

Abordant la question de la participation politique des femmes, le Représentant spécial a salué les progrès législatifs en faveur de la participation des femmes, notamment au Sénégal et au Ghana, tout en regrettant la lenteur de la mise en œuvre.

Alors que la CEDEAO célèbre cette année son cinquantième anniversaire, M. Simão a rappelé que les principes fondamentaux de l'organisation sont mis à l'épreuve dans un contexte régional instable. Il a rappelé l'importance d'un engagement collectif face aux crises qui secouent l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. « Quatre-vingts ans après leur création, les Nations unies restent plus vitales que jamais », a-t-il affirmé, appelant la communauté internationale à unir ses efforts au service des populations de la région.



Le Sahel constitue toujours l'un des épicycles du terrorisme mondial, avec 51% des décès liés au terrorisme enregistrés dans cette région en 2024.

Au Mali, UNOWAS travaille pour un dialogue constructif, une paix et un développement durable

Dans le cadre de son engagement continu pour soutenir des pays du Sahel dans leurs efforts pour la consolidation de la paix, la sécurité et le développement, le Représentant spécial, Leonardo Santos Simão, a effectué une visite de travail de deux jours dans la capitale malienne, Bamako.



Le RSSG Simão lors de sa rencontre avec Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères du Mali.

Lors de sa visite de cinq jours effectuée du 17 au 21 mai de l'année dernière, Mr Simão, avait souligné la nécessité de poursuivre et de renforcer la coopération entre les Nations unies et les autorités maliennes afin d'apporter, dans un esprit de collaboration et de partenariat constructifs, l'aide nécessaire aux populations maliennes.

C'est aussi ce qui anime l'engagement de l'UNOWAS dans le Sahel. Avant de se rendre au Mali, M. Simão s'est rendu à Nouakchott, en Mauritanie, où il s'est entretenu avec S.E.M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République Islamique de Mauritanie, et avec M. Mohamed Salem

Ould Merzoug, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Mauritaniens de l'extérieur.

Le Représentant spécial avait, lors de cette visite, souligné l'importance de renforcer la coopération régionale pour faire face aux défis politiques, humanitaires, sécuritaires et de développement que connaît le Sahel.

En effet, malgré des efforts notables, le Mali continue de faire face aux différents défis sécuritaires et socioéconomiques qui exigent une mobilisation accrue des acteurs nationaux, et un soutien des partenaires régionaux et internationaux pour améliorer la situation.

C'est dans cette perspective que le Représentant spécial s'est rendu le 20 et 21 février à Bamako, réaffirmant ainsi la solidarité des Nations unies et son engagement en faveur de la paix et la prospérité du Mali.

Au cours de sa mission, le Représentant spécial a été reçu en audience par S.E.M. Abdoulaye Maiga, Premier Ministre de la République du Mali et S.E.M. Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et le Général de Corps d'Armée Ismaël Wague, Ministre la Réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale. Il a également eu des rencontres avec le General Malick Diaw, Président du Conseil National



Le RSSG Simao et la délégation de l'UNOWAS en réunion de travail avec Abdoulaye Maïga, Premier Ministre du Mali.

de Transition, ainsi que le Corps diplomatique et l'Équipe pays des Nations Unies.

Ces rencontres avec les autorités maliennes, suivies de séances de travail, ont permis d'évaluer avec les autorités de la transition la situation socioéconomique et politique, et un accompagnement plus efficace de l'équipe pays des Nations unies dans la mise en œuvre des priorités nationales.

Selon Khassim Diagne, le Coordonnateur Résident et Coordonnateur

humanitaire par intérim des Nations unies en poste à Bamako depuis le 1er octobre 2024, l'équipe pays des Nations unies au Mali est mobilisée aux côtés des autorités nationales et travaille en concertation avec elles pour identifier des solutions pragmatiques et assurer une mise en œuvre efficace des projets de développement et d'aide humanitaire. [Lire l'entretien]

De son côté, le Représentant spécial a salué la disponibilité des autorités maliennes à travailler avec les Nations unies afin d'améliorer les conditions de vie des populations qui souffrent de

la menace terroriste et de l'insécurité. Il a encouragé les autorités maliennes et toutes les parties prenantes à redoubler d'efforts pour maintenir un dialogue inclusif et constructif, et ce dans l'intérêt du Mali et de son peuple.

Avant de quitter Bamako, le Représentant spécial, M. Leonardo Santos Simão a réaffirmé l'engagement de l'UNOWAS et du système des Nations unies à accompagner le peuple malien dans sa quête pour la paix et la prospérité.

« Les Nations Unies sont au Mali pour accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de ses priorités. Notre présence s'inscrit dans un cadre d'appui. »

Coordonnateur résident et Coordonnateur Humanitaire par intérim des Nations Unies au Mali depuis le 1er octobre 2024, Khassim Diagne s'est mis à la tâche pour bâtir un partenariat de qualité avec les autorités maliennes et contribuer au développement du pays. Entretien.



Khassim Diagne

Coordonnateur résident et Coordonnateur Humanitaire par intérim des Nations Unies au Mali

Vous êtes le RC au Mali depuis le 1er octobre 2024. Que pouvez-vous nous dire sur ce pays ?

Le Mali est un pays aux potentialités remarquables, doté d'une richesse culturelle et naturelle considérable, mais évoluant dans un contexte particulièrement complexe. Mon arrivée a coïncidé avec une période charnière, marquée par le départ de la MINUSMA et la nécessité en son temps de redéfinir les modalités de notre en-

gagement en fonction des nouvelles orientations stratégiques du gouvernement malien.

Ainsi avec mes collègues de l'équipe pays des Nations unies nous nous sommes fixés comme objectif d'engager un dialogue constructif avec les autorités afin de renforcer le partenariat qui passe par une meilleure compréhension des rôles et des responsabilités de chaque agence des Nations unies et ce que nous pouvons proposer comme

valeur ajoutée aux priorités nationales. En somme, les Nations Unies n'ont aucun agenda distinct de celui du Mali : ce sont les priorités nationales qui constituent notre feuille de route.

Le Mali est aujourd'hui engagé dans une phase de transition structurée autour de trois principes directeurs définis par les plus hautes autorités : le respect de la souveraineté du Mali ; le respect des choix stratégiques et des partenariats opérés par le pays ; et la



La reconnaissance par le gouvernement malien de l'apport des Nations Unies témoigne de la solidité de ce partenariat et de notre engagement à œuvrer pour le bien-être des populations.

prise en compte des intérêts vitaux du peuple malien dans toute décision stratégique.

Ces principes guident l'ensemble des initiatives de coopération avec le pays et constituent le cadre dans lequel s'inscrit l'action des Nations Unies.

Par ailleurs, le Mali dispose d'atouts majeurs. Son potentiel minier et énergétique est considérable, tout comme la force de sa diaspora et le dynamisme de son secteur privé. Ces éléments sont autant de leviers pour impulser une croissance durable et inclusive. Nous avons réitéré auprès du gouvernement notre disponibilité à apporter un appui technique, si nécessaire, pour maximiser l'impact de ces atouts dans une perspective de développement durable.

Le pays continue-t-il de faire face à de nombreux défis ?

En effet, le Mali fait face, notamment, à une crise énergétique majeure qui impacte le quotidien des populations et la compétitivité économique, ainsi qu'à une situation sécuritaire fragile dans certaines régions, limitant l'accès humanitaire et entravant les interventions en matière de développement. Il

y a également les défis liés au changement climatique avec des inondations et sécheresse cycliques qui affectent le progrès économique et social dans un certain nombre de zones du pays.

Mais en tant que partenaire, l'Équipe Pays des Nations unies au Mali est mobilisée aux côtés des autorités nationales et travaille en concertation avec elles pour identifier des solutions pragmatiques et assurer une mise en œuvre efficace des projets de développement et d'aide humanitaire.

Justement, le Système des Nations Unies est présent au Mali depuis longtemps. Quels sont son rôle et sa contribution ?

Les Nations Unies sont un partenaire de longue date du Mali et jouent un rôle central dans l'appui au développement et à la réponse humanitaire. Aujourd'hui, l'Équipe Pays des Nations Unies est composée de 21 agences, dont 18 présentes physiquement sur le territoire.

Notre rôle est clair : nous travaillons en alignement avec les priorités définies par le gouvernement malien, notamment à travers le Cadre de Coopération pour le Développement Durable, qui s'inscrit dans la continuité du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD). Nous sommes dans l'attente de la publication du nouveau document stratégique des autorités maliennes, Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD), afin d'ajuster notre contribution aux priorités nationales actualisées.

Nos interventions couvrent à la fois les questions de développement et les enjeux humanitaires, avec une attention particulière portée sur les besoins des femmes et des jeunes dans les sec-

teurs de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'énergie, de la gouvernance et du relèvement économique. La reconnaissance par le gouvernement malien de l'apport des Nations Unies témoigne de la solidité de ce partenariat et de notre engagement à œuvrer pour le bien-être des populations.

Plus spécifiquement, quelles sont vos priorités pour cette année ?

Pour l'année en cours, nous avons convenu de travailler avec le gouvernement sur trois programmes phares et transformateurs. Ces programmes concernent :

- Les systèmes alimentaires pour renforcer la résilience et la sécurité alimentaire du pays.
- Les énergies renouvelables pour accompagner le Mali dans l'atteinte de son autonomie énergétique et dans sa transition vers des solutions énergétiques vertes et durables.
- L'éducation, la santé et la protection sociale avec pour ambition de garantir un accès équitable à une éducation de qualité pour tous.

Nous avons déjà soumis au gouvernement les documents relatifs à ces programmes et nous attendons leurs contributions et validations afin d'entamer les étapes suivantes. L'objectif est de mobiliser les ressources nécessaires de part et d'autre et d'assurer une mise en œuvre efficace de ces initiatives, en cohérence avec les attentes des autorités et des populations.

Avez-vous un message à l'attention des Maliens ?

Je souhaite avant tout réitérer un engagement fondamental : les Nations



Les Nations Unies n'ont aucun agenda distinct de celui du Mali : ce sont les priorités nationales qui constituent notre feuille de route.

Unies sont au Mali pour accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de ses priorités. Notre présence s'inscrit dans un cadre d'appui. Dans cet esprit, je lance un appel à nos frères et sœurs maliens, y compris ceux de la diaspora, de rester mobilisés et unis pour explorer toutes les voies possibles afin de préserver et renforcer les acquis en matière de développement. Il est essentiel que les efforts conjoints

permettent non seulement d'apporter des solutions immédiates aux besoins les plus pressants, mais aussi de jeter les bases d'un développement durable et inclusif pour les générations futures.

Nous restons résolument engagés aux côtés du peuple et gouvernement malien, dans un esprit de respect de sa souveraineté, de coopération et de solidarité.



Khassim Diagne, lors d'une visite de terrain au Mali.

 **OBJECTIFS**  **DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

1 PAS DE PAUVRETÉ 

2 FAIM «ZÉRO» 

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE 

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 

10 INÉGALITÉS RÉDUITES 

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES 

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 

14 VIE AQUATIQUE 

15 VIE TERRESTRE 

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 



Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad : UNOCA et UNOWAS renouvellent leur engagement

Dans le cadre de leur engagement conjoint continu, les Représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry, et pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão, ont participé au cinquième Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad sur la stabilisation, la consolidation de la paix et le développement durable, qui s'est tenu du 29 au 31 janvier 2025 à Maiduguri, dans l'État de Borno.



Les RSSG Simao et Abarry rencontrent les populations du bassin du lac Tchad.

Les quatre pays riverains du bassin du Lac Tchad que sont le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria ont connu des crises sans précédent, aggravées par les violences répétées de Boko Haram depuis une quinzaine d'années. Des facteurs socio-économiques tels que l'extrême pauvreté, le sous-développement, le changement climatique et les violations des droits de l'homme ont contribué à des déplacements à grande échelle et à des perturbations des services publics. Pour faire face à ces défis, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a adopté, le 30 août

2018, la Stratégie régionale pour la stabilisation, le relèvement et la résilience (SR SRR) des zones de la région du bassin du lac Tchad affectées par Boko Haram.

Stratégie régionale de stabilisation

Avec l'appui de l'Union africaine (UA) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Stratégie régionale de stabilisation vise à stabiliser, reconstruire et renforcer la résilience des communautés affectées dans huit régions des quatre pays aut-

our du bassin du lac Tchad : Région de l'Extrême-Nord et Région du Nord au Cameroun, Région du Lac et Région de Hajider-Lamis au Tchad, Diffa au Niger, les États d'Adama, de Borno et de Yobe au Nigeria. La SR SRR fournit un cadre solide pour relever les défis complexes de la région en matière de sécurité, d'aide humanitaire et de développement. Elle reconnaît la nécessité d'un ensemble complet, multisectoriel et coordonné d'efforts sous-nationaux, nationaux et transfrontaliers pour parvenir à une stabilité et une résilience durables dans l'ensemble du bassin du

lac Tchad. La stratégie est également fondée sur l'inclusion, l'appropriation locale et une nouvelle façon de travailler, par le biais de plans d'action territoriaux (PAT) dans les huit régions.

Six ans après sa mise en œuvre, des progrès significatifs ont été réalisés, avec plusieurs poches de stabilisation dans la région, la reconstruction des communautés et le rétablissement de l'ordre social. Les marchés rouvrent, ce qui facilite le commerce et la croissance économique, et les infrastructures sociales, notamment les écoles, les cliniques et les logements permanents, ont été réhabilités ou reconstruits. Malgré ces réalisations, les factions de Boko Haram continuent de provoquer l'instabilité par la violence et des attaques sporadiques contre les communautés, ce qui a nécessité une évaluation et un réajustement de la SR SRR pour refléter la situation actuelle, y compris les priorités des gouvernements et des communautés.

C'est dans ce contexte que s'est tenu le cinquième Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad, qui s'est tenu à Maiduguri, dans l'État de Borno, du 29 au 31 janvier 2025, pour faciliter le dialogue, la coordination et la coopération transfrontalière à travers les bureaux des gouverneurs des huit territoires. Sous le thème « Reconstruire le bassin du lac Tchad : consolider les acquis, engagement en faveur de la paix, de la coopération transfrontalière, de la sécurité et du développement durable pour une communauté résiliente », le forum s'est focalisé sur la consolidation des acquis, la promotion de la collaboration régionale et la promotion d'une paix et d'un développement durables.

Onze gouverneurs de diverses régions, notamment la région du Lac, la région de Hadjer-Lamis, la région du Kanem au Tchad, la région de l'Extrême-Nord

et la région du Nord au Cameroun, la région de Diffa, la région de Zinder et la région de Tahoua en République du Niger et dans l'État de Borno, l'État d'Adamawa et l'État de Yobe au Nigeria étaient présents au Forum. Ce qui a fourni un espace pour les partenaires humanitaires, les partenaires au développement, les donateurs nationaux et internationaux et les professionnels de la sécurité à s'engager directement et à recommander des actions concrètes pour la stabilisation de la région.

L'engagement des Nations Unies

Dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 2349 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la crise du bassin du lac Tchad, Abdou A Barry et Leonardo Santos Simão, représentants spéciaux du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et pour l'Afrique de l'Ouest, respectivement, ont effectué une mission conjointe de haut niveau de cinq jours au Nigeria, du 27 au 31 janvier 2025 et ont participé à cet important Forum au cours duquel ils ont renouvelé l'engagement des Nations Unies à soutenir les efforts de stabilisation et de consolidation de la paix dans le pays. Bassin du lac Tchad, tout en encourageant tous les acteurs à maintenir leur mobilisation pour sauvegarder les acquis et consolider davantage la paix et la sécurité.

Faisant écho à l'appel des Représentants spéciaux, le Président du Nigeria, Bola Ahmed Tinubu, a chargé le forum d'œuvrer à la lutte contre le terrorisme et toutes les formes d'insécurité qui ravagent la région du bassin du lac Tchad. Il a souligné la nécessité d'une approche multidimensionnelle pour faire face aux menaces sécuritaires, notamment la pauvreté, les inégalités et le manque d'opportunités d'emploi pour la population jeune de la région.

Tout en prenant acte des préoccupations exprimées par les gouverneurs concernant la suspension de l'appui des partenaires techniques et financiers au Guichet national de la Facilité régionale de stabilisation (FRS) du Niger, un mécanisme de financement mis en œuvre par le PNUD, les participants ont réaffirmé leur engagement à renforcer la sécurité transfrontalière, à neutraliser les résidus de groupes armés non étatiques, et à soutenir de manière stratégique les capacités opérationnelles de la Force multinationale mixte (FMM). Ces efforts visent à consolider la paix dans la région du lac Tchad et à créer les conditions propices à un développement durable et inclusif. Dans ce contexte, l'affaiblissement de la FMM, consécutif au retrait du Niger, continue de susciter de vives inquiétudes quant à la capacité régionale à maintenir une pression effective sur les menaces terroristes persistantes dans le bassin du lac Tchad.



Les factions de Boko Haram continuent de provoquer l'instabilité par la violence et des attaques sporadiques contre les communautés, ce qui a nécessité une évaluation et un réajustement de la SR SRR pour refléter la situation actuelle, y compris les priorités des gouvernements et des communautés.

La coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs, une priorité pour UNOWAS et UNOCA

Afin de renforcer le dialogue entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et du Centre et d'ancrer une coexistence pacifique durable, UNOWAS et UNOCA ont organisé, les 26 et 27 février 2025 à Dakar, un atelier qui a permis l'adoption d'un plan de travail.



Montage photo illustrant des agriculteurs et un éleveur, Nigeria.
- Photo : Pexels

Les agriculteurs et les éleveurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont confrontés à plusieurs défis qui menacent leurs moyens de subsistance et leurs activités. Le changement climatique, caractérisé par des conditions météorologiques imprévisibles, des sécheresses prolongées et une augmentation des températures, perturbe les périodes traditionnelles d'agriculture et de pâturage, et affecte les rendements des cultures, la disponibilité des pâturages et les trajectoires de transhumance. La dégradation de l'environnement, y compris la désertification et la déforestation, exacerbe encore la situation en rédui-

sant les ressources en terres arables et en eau, ce qui provoque des tensions et des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs.

À cela s'ajoutent, les multiples défis socio-économiques et l'insécurité qui constituent également des obstacles importants, entraînant des violences, des pertes de vies, la destruction des biens et des déplacements de populations.

Renforcer la coexistence pacifique

Dans le cadre de leur soutien continu, les Bureaux des Nations Unies pour

l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et l'Afrique centrale (UNOCA) ont mené des consultations conjointes approfondies avec les principales parties prenantes des deux régions afin de souligner l'importance de la prise en compte des activités liées à l'agriculture et à l'élevage dans l'économie des pays et de mettre l'accent sur les causes des conflits.

En novembre 2023, une communauté de pratique a été créée dans le cadre d'un projet conjoint UNOWAS-UNOCA sur « la dynamique des éleveurs en Afrique de l'Ouest et du Centre » afin de renforcer la gouver-

nance locale, nationale et régionale. Les organismes locaux qui supervisent les activités pastorales, en interaction avec l'agriculture en Afrique de l'Ouest et du Centre, mettent en œuvre des pratiques et des mécanismes pour maintenir les relations et les interactions entre les différents pays et entre les deux sous-régions. La communauté de pratique vise à fournir une analyse approfondie, à partager les meilleures pratiques, à prévenir de manière proactive et à gérer efficacement les conflits découlant des interactions entre agriculteurs et éleveurs.

Pour relever les défis de la transhumance transfrontalière, en particulier dans le contexte de la faiblesse des systèmes fonciers et des cadres réglementaires, UNOWAS et UNOCA ont organisé un atelier, les 26 et 27 février 2025 à Dakar, axé sur la promotion de la coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs et l'amélioration de la gestion de la transhumance. Plus d'une trentaine de participants de divers pays y ont participé, dont des représentants d'organisations de la société civile, y compris des associations de femmes et de populations autochtones, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Commission Climat pour la région du Sahel, du NORCAP, des Nations Unies et des partenaires techniques et financiers.

Présent à la cérémonie d'ouverture, le Représentant spécial, Leonardo Santos Simão, a souligné que « l'atelier représente une occasion de réfléchir sur l'un des défis les plus critiques de notre époque : favoriser la coexistence pacifique, les moyens de subsistance durables et la prospérité partagée entre les agriculteurs et les éleveurs », ajoutant que « la transhumance transfrontalière pose d'importants défis en matière de gouvernance, en particulier lorsque les systèmes fonciers et les cadres réglementaires ne sont pas bien structurés. Si elles ne sont pas correctement gérées, ces tensions peuvent dégénérer en menaces pour la sécurité, affectant la cohésion sociale et la stabilité régionale ».

Plan de travail biennal

Pendant deux jours, les participants ont mis en exergue la complexité et l'interdépendance des interactions entre éleveurs et agriculteurs, ainsi que les facteurs influençant ces dynamiques, et ont convenu d'adopter un plan de travail pour la Communauté de Pratique sur les Dynamiques Agriculteurs-Pasteurs en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce plan de travail sur deux (2) ans vise principalement à encourager une harmonisation des politiques publiques tout en appuyant la coopération entre les différentes institutions régionales, et en renforçant la résilience des communautés face aux changements climatiques. Con-

crètement, le plan de travail facilitera entre autres, l'organisation de sessions de renforcement de capacités pour différents acteurs, le développement des plateformes numériques pour le partage de connaissances et la gestion concertée des ressources. Les participants ont également recommandé l'harmonisation des approches de la CEDEAO et de la CEEAC.

L'atelier a permis de poser les bases d'une collaboration efficace pour une gouvernance durable des dynamiques agriculteurs-éleveurs en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il a mis en avant une approche intégrée impliquant les acteurs locaux, régionaux et internationaux afin de favoriser une gestion équitable et inclusive des ressources naturelles.

À travers l'utilisation des nouvelles technologies, le renforcement des capacités et l'amélioration du cadre réglementaire, le plan de travail vise à prévenir les conflits, renforcer la résilience des communautés et promouvoir des pratiques agro-pastorales innovantes et durables. Il encourage les États et les organisations régionales à renforcer leur coopération transfrontalière en vue d'une meilleure harmonisation des politiques et une gestion concertée des territoires afin de consolider la résilience, la stabilité et la prospérité des communautés agricoles et pastorales des deux régions.



Participants à l'atelier sur le renforcement de la coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et du centre.

La Réforme du secteur de la sécurité, fondamentale pour une bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest

La réforme du secteur de la sécurité (RSS) est essentielle pour promouvoir la paix, la bonne gouvernance et le développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), en coordination avec divers partenaires, soutient les efforts des États et les acteurs régionaux dans l'établissement des institutions de sécurité professionnelles et respectueuses des lois et des droits.



Participants à la formation avancée pour les conseillers en RSS. Ecole de maintien de la paix Alioune Blondin Beye, Bamako.

Le secteur de la sécurité comprend un large éventail d'institutions et d'acteurs responsables du maintien de la sécurité et de la stabilité. Il s'agit notamment des forces de défense, des forces de l'ordre, des services correctionnels, des organismes de renseignement, des autorités de gestion des frontières et des services de protection civile. En outre, les ministères, les législatures et les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans la gouvernance et le contrôle. Bien que chaque État définisse sa propre architecture de sécurité, un système efficace repose sur la coordination entre tous ces acteurs pour garantir la transparence, le respect des droits de l'homme et l'adhésion à l'État de droit.

Menée à l'échelle nationale, la réforme du secteur de la sécurité (RSS) est un processus visant à transformer les institutions de sécurité en organismes professionnels, responsables,

respectueux de la loi et des droits. Au-delà de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, la RSS vise à renforcer la confiance du public, la cohésion sociale et à créer un environnement propice au développement durable. Sur le plan régional, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) considère la RSS comme un élément fondamental dans le renforcement de la gouvernance des forces de sécurité. Un secteur de la sécurité bien gouverné permet non seulement de lutter contre les menaces à la sécurité, mais aussi de faciliter le progrès politique, économique et social.

De son côté, en coordination avec ses partenaires du système des Nations unies, de la sous-région et d'autres internationaux, UNOWAS soutient les gouvernements et les acteurs régionaux à mettre en place des secteurs de sécurité professionnels à travers la gestion des connaissances, le partage

des meilleures pratiques, le renforcement des capacités au niveau national et l'établissement de partenariats régionaux stratégiques.

Du 10 au 21 mars 2025, UNOWAS en collaboration avec l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Beye à Bamako, a coanimé un cours de formation avancée pour les conseillers en RSS de sept pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, notamment du Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger, Rwanda, et Tchad. Récemment, afin de promouvoir la participation et le leadership des femmes dans les forces de défense et de police, UNOWAS a facilité un programme de formation en coordination avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour une quarantaine de femmes policières Bissau-Guinéennes. La formation a permis également de sensibiliser les policières au thème de la violence basée sur le genre.



RSS

Consolidation de la **paix** et de la **stabilité**, promotion de la **réduction de la pauvreté**, de l'**état de droit** et de la **bonne gouvernance** dans les environnements **post-conflit**.

Aider à assurer que les personnes sont plus sûres grâce à des **Institutions de sécurité efficaces et responsables**, qui fonctionnent sous **contrôle civil** dans le cadre de la **règle de droit** et des **droits de l'homme**

Inclure les **institutions** et le **personnel** responsable de la **gestion**, de la **fourniture** et de la **surveillance** de la **sécurité** (défense, application de la loi, services correctionnels, services de renseignement ...)

Élément essentiel du **maintien de la paix multidimensionnel** et de la **consolidation de la paix**, essentiel pour aborder les **racines des conflits** et construire les **fondements de la paix** et du **développement à long terme**.

La lutte contre le trafic de drogues le long de la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal passe par l'autonomisation des jeunes et le renforcement de la coopération

Afin d'éradiquer le trafic de drogue et de sa consommation dans la région frontalière entre la Mauritanie et el Sengal, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD ROSEN), en coordination avec les autorités nationales, a lancé des initiatives innovantes qui visent à autonomiser les personnes les plus vulnérables, notamment les jeunes, et à renforcer la coopération entre les deux pays voisins.



Des autorités locales et des leaders communautaires réunis lors de la session de sensibilisation sur la gestion intégrée des frontières et la criminalité transnationale organisée à Sélibabi (Mauritanie), du 20 au 23 mai 2024. - Photo : ONUDD



Plutôt que d'être considérés comme faisant partie du problème, les jeunes s'avèrent être un élément clé de la solution, jouant un rôle actif dans la sensibilisation et le renforcement de la résilience communautaire.

Dans les régions frontalières de la Mauritanie et du Sénégal, le trafic et la consommation de drogues continuent de constituer de graves menaces pour la sécurité et la stabilité sociale. Ces défis exigent plus que de simples réponses des forces de l'ordre, ils nécessitent des solutions innovantes et communautaires qui autonomisent les personnes les plus touchées, en particulier les jeunes. Plutôt que d'être considérés comme faisant partie du problème, les jeunes s'avèrent être un élément clé de la solution, jouant un rôle actif dans la sensibilisation et le renforcement de la résilience communautaire.

Pour renforcer la coopération transfrontalière et répondre à ces enjeux, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC ROSEN) a mis en œuvre des initiatives ciblées réunissant les acteurs locaux, les forces de sécurité et les organisations de la société civile. Les réalités sur le terrain mettent en évidence des obstacles importants. Les réseaux de drogue exploitent la porosité des frontières, ce qui rend

difficile pour les autorités de contrôler les flux illicites. Les forces de sécurité des deux côtés ont toujours opéré avec une coordination limitée, et la confiance de la communauté dans les forces de l'ordre reste fragile. Dans le même temps, l'absence de centres spécialisés dans le traitement des toxicomanies en Mauritanie laisse les personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie sans accès au soutien dont elles ont besoin.

L'une des initiatives les plus marquantes lancées par l'ONUDC a été la mobilisation de jeunes leaders pour qu'ils s'approprient les efforts de prévention de la toxicomanie. Une session de formation à Rosso a réuni des représentants de jeunes d'organisations de la société civile de toute la région, les équipant des outils nécessaires pour mener des campagnes de sensibilisation au sein de leurs propres communautés. Leurs efforts font déjà la différence, changent les perceptions et promeuvent des mesures préventives au niveau local.

Une autre percée a été la facilitation des échanges directs entre les forces de sécurité des deux pays. Auparavant peu familiers, les agents échangent maintenant activement des renseignements et coordonnent les interventions, ce qui marque une étape importante vers une gouvernance transfrontalière plus efficace.

Pour le Représentant régional de l'ONUDC ROSEN, Amado Philip de Andrés « il est essentiel d'obtenir l'engagement des parties prenantes et de recueillir des informations précieuses grâce à la collaboration avec les homologues locaux – y compris les forces de l'ordre, les dirigeants communautaires et les populations locales. Ces initiatives représentent un parcours prometteur vers la coopération transfrontalière, favorisant la compréhension mutuelle, l'inclusion et une collabora-

tion renforcée entre la Mauritanie et le Sénégal, les frontières devenant des ponts vers la paix et la prospérité pour tous. »

Malgré ces avancées, les solutions à long terme nécessitent des investissements soutenus. La mise en place d'un centre de traitement des addictions en Mauritanie reste une priorité, ainsi que le soutien continu aux initiatives menées par les jeunes qui renforcent les efforts de prévention. En renforçant la collaboration institutionnelle, en favorisant la confiance entre les communautés et les autorités, et en autonomisant les jeunes en tant qu'agents du changement, ces initiatives dirigées par l'ONUDC jettent les bases d'un avenir plus sûr et plus résilient le long de la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal.

Contribution de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Afrique de l'Ouest et du Centre.



Ces initiatives représentent un parcours prometteur vers la coopération transfrontalière, favorisant la compréhension mutuelle, l'inclusion et une collaboration renforcée entre la Mauritanie et le Sénégal, les frontières devenant des ponts vers la paix et la prospérité pour tous.

Journée Internationale des Droits des Femmes : Une célébration entre progrès et défis persistants

Le 8 mars, journée Internationale des Droits des Femmes, a été célébrée sous le thème « Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation », rappelant que si des progrès ont été réalisés, de nombreux obstacles persistent, notamment en Afrique de l'Ouest et au Sahel.



Campagne "Pour toutes les femmes et les filles" - ONU Femmes - 2025

La célébration de la journée Internationale des Droits des Femmes cette année a coïncidé avec la commémoration du 30ème anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et du 25ème anniversaire de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité. Une coïncidence qui souligne que ces initiatives, lancées depuis plus d'un quart de siècle par les Nations unies, sont vitales pour sensibiliser et soutenir les États, les organisations internationales, et la société civile, à encourager

la promotion de l'égalité des sexes et la participation active des femmes.

Plusieurs événements ont été organisés dans les pays de la sous-région faisant la promotion du rôle des femmes et du chemin parcouru depuis l'adoption en 1995 de la Déclaration et le Programme d'action de Beijing durant de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

A l'époque, 189 États se sont engagés à faire progresser les droits des femmes et de garantir leur pleine et égale par-

ticipation à tous les aspects de la vie, notamment à travers douze domaines critiques, dont la santé, l'éducation, la participation économique et politique des femmes, ainsi que l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles.

Selon le dernier rapport d'ONU Femmes publié le 8 mars 2025 et qui fait « le point sur le droit des femmes, 30 ans après Beijing, » la parité est atteinte dans l'éducation des filles et la mortalité maternelle a chuté d'un tiers à travers le monde grâce à des

actions positives menées par les pays. La représentation des femmes au sein des parlements a plus que doublée et de nombreux pays continuent d'abroger les lois discriminatoires. Parallèlement, des lois favorisant la participation des femmes à la prise de décision ont été adoptées, ainsi que des mesures temporaires spéciales pour soutenir cet objectif. Selon ONU Femmes, entre 1995 et 2024, 1531 réformes juridiques ont été entérinées dans 189 pays.

Mais si des progrès notables ont été réalisés, beaucoup reste à faire pour consolider la participation de la situation des femmes. En effet, le rapport d'ONU Femmes relève que près d'un quart des pays dans le monde faisaient état d'un recul des droits des femmes en 2024. Les violences basées sur le genre demeurent un problème persistant. Une femme ou une fille est tuée toutes les 10 minutes par un partenaire intime ou un membre de sa famille. En Afrique de l'Ouest, ces défis sont amplifiés par des crises économiques, des conflits et les effets du changement climatique.

Le lancement d'un Programme d'action Beijing+30, une feuille de route qui identifie six axes prioritaires, dont la révolution numérique inclusive,

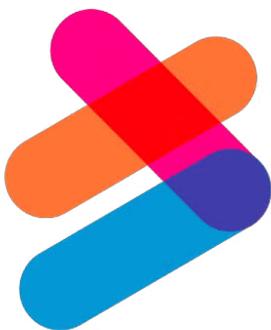
l'élimination de la violence faite aux femmes, la paix et la sécurité, et la justice climatique devrait permettre de faire face à ces défis.

Cinq ans après la déclaration de Beijing, plus précisément le 31 octobre 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies a unanimement adopté la Résolution 1325 qui demande aux États, entre autres, d'assurer la représentation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des différends. La Résolution 1325 (2000) a été complétée par neuf Résolutions suivantes relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité ; à savoir : 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010), 2106 (2013), 2122 (2013), 2242 (2015), 2467 (2019) et 2493 (2019). Il convient également de souligner que les résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) sur les jeunes, la paix et la sécurité prennent en compte le rôle de la jeune femme dans ces différentes problématiques, comme l'illustre parfaitement le thème de la Journée internationale de la femme de cette année.

Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)

accorde une attention particulière à l'intégration du genre dans les efforts de prévention, de gestion des conflits et de consolidation de la paix. Grâce à plusieurs actions initiées en partenariat avec les acteurs internationaux et régionaux comme la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et ONU Femmes, ainsi que les autres agences des Nations unies, la grande majorité des pays de la région ont pu développer des Plans d'Action Nationaux (PAN) pour inclure les femmes et les jeunes dans les instances de prise de décision et les efforts de consolidation de la paix. UNOWAS a également contribué au renforcement des capacités des femmes dans le domaine de résolution des conflits, de médiation et de consolidation de la paix. Les efforts de plaidoyer par les différents chefs de l'UNOWAS, ont apporté un soutien aux gouvernements de la région, et ont facilité une représentativité politique accrue des femmes.

Il est essentiel de poursuivre ces efforts pour garantir que les droits des femmes soient pleinement respectés et que leur contribution soit reconnue et valorisée, afin de construire un avenir plus juste et équitable pour tous.



POUR TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES

Le FESPACO, un cinéma africain à l'avant-garde du changement social

Chaque année, depuis 1969, des réalisateurs, artistes et autres passionnés d'art convergent vers la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, pour participer à l'un des événements culturels le plus importants d'Afrique : le FESPACO. Cette année, la 29^{ème} édition a mis en lumière des films percutants qui ont abordé des sujets brûlants tels que la gouvernance, les ressources naturelles, les défis écologiques et sécuritaires, notamment en Afrique de l'Ouest et au Sahel.



Séance de projection de films dans le cadre du programme "FESPACO Hors les murs", soutenu par UNICEF Burkina Faso - Photo : UNICEF BF - 2025

“L’art n’est pas un luxe, il est une nécessité. Il exprime les aspirations profondes d’un peuple et porte en lui les germes de la révolution.” Ces mots de Léopold Sédar Senghor, premier Président de la République du Sénégal, montrent la puissance de l’art comme vecteur de transmission de l’histoire et de l’identité culturelle mais aussi comme outil de revendications et de sensibilisation des populations. En Afrique, notamment en Afrique de l’Ouest et au Sahel, l’art joue un rôle central dans la consolidation des identités. L’organisation du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO), dont la 29ème édition a eu lieu du 22 février au 1er mars 2025, illustre parfaitement cette dynamique.

Le FESPACO est l’un des rares festivals de cinéma d’État encore existants au monde. Créé en 1969 par Alimata Salembéré, une réalisatrice, productrice, et femme politique burkinabè, il se tient chaque année à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Son objectif est de promouvoir la diffusion du cinéma africain, de faciliter les contacts et les échanges entre les professionnels du cinéma et de l’audiovisuel, et de contribuer à la croissance, au développement et à la préservation du cinéma africain comme moyen d’expression, d’éducation et de sensibilisation.

L’art engagé

Historiquement l’art a servi de levier de résistance face aux injustices et aux oppressions. Par exemple, pendant la colonisation en Afrique, les chants et les récits oraux portaient les revendications des peuples face aux administrations coloniales. Aujourd’hui encore, cette dynamique continue avec des artistes engagés qui dénoncent les abus de pouvoir, la corruption et les violations des droits de l’homme. Des figures emblématiques comme le

musicien ivoirien Tiken Jah Fakoly ou le rappeur sénégalais Didier Awadi ont su faire de leur art une tribune engagée, dénonçant les dérives des régimes et les injustices sociales, tout en éveillant les consciences et en mobilisant les citoyens autour des valeurs de liberté et de démocratie. Le cinéma n’est pas en reste ! des réalisateurs comme Ousmane Sembène, ont utilisé le septième art pour dénoncer les inégalités, tandis que Djibril Diop Mambéty, avec ses œuvres symboliques, a offert une critique subtile mais percutante des réalités sociopolitiques africaines.

Cette année, Le FESPACO qui regroupe des cinéastes, artistes et intellectuels du continent et de la diaspora, a mis en lumière des films abordant des thèmes politiques d’actualité comme la gouvernance, la mémoire collective et les conflits armés. D’ailleurs, le grand prix, l’Étalon d’or de Yennenga, a été remporté par le film du réalisateur burkinabè Dani Kouyaté « Katanga, la danse des scorpions », qui dénonce l’exploitation des ressources naturelles et les tensions géopolitiques en Afrique centrale. Et, le prix du meilleur documentaire a été attribué à « L’Homme-Vertige » de Malaury Éloi Paisley qui retrace l’histoire des résistances citoyennes face aux défis écologiques et sécuritaires au Sahel.

L’engagement des Nations Unies dans la promotion de l’Art

Les Nations Unies aussi reconnaissent l’importance de l’art comme vecteur de paix et de cohésion sociale. À travers l’UNESCO, l’organisation soutient les industries culturelles et créatives, protégeant ainsi le patrimoine culturel, qui très souvent, est menacé par les conflits et l’instabilité. Par ailleurs, des agences comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) financent des projets artistiques dans le but de promouvoir



Le FESPACO est bien plus qu’un festival de cinéma. C’est une vitrine exceptionnelle du talent africain et un puissant vecteur de transformation sociale.

des valeurs telles que la tolérance, le dialogue interculturel et la bonne gouvernance.

Dans son intervention lors du FESPACO 2025, Carol Flore-Smrecznick, Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies au Burkina Faso, a déclaré que « le FESPACO est bien plus qu’un festival de cinéma. C’est une vitrine exceptionnelle du talent africain et un puissant vecteur de transformation sociale. » Il convient de souligner que dans le cadre de cet événement, les Nations Unies ont soutenu des initiatives visant à promouvoir le cinéma comme outil de sensibilisation et d’éducation citoyenne. Par exemple, L’UNICEF a soutenu le programme « FESPACO Hors Les Murs » qui, par la projection de films en plein air dans plusieurs localités, a permis de démocratiser l’accès à la culture, en rendant le cinéma accessible aux populations vivant en périphérie de Ouagadougou et dans d’autres villes.

Finalement, l’art et la politique sont intimement liés. Qu’il soit contestataire, mémoriel, éducatif, inspirant ou récréatif, l’art reste un puissant levier de transformation sociale et politique.